

# Conférence du désarmement

Français

---

**Compte rendu définitif de la mille trois cent quatre-vingt-huitième séance plénière**

Tenue au Palais des Nations, à Genève, le mardi 31 mai 2016, à 10 h 5

*Président(e)* : M. Luis Enrique Chávez Basagoitia.....(Pérou)

GE.17-02570 (F) 051217 051217



\* 1 7 0 2 5 7 0 \*

Merci de recycler



**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je déclare ouverte la 1388<sup>e</sup> séance plénière de la Conférence du désarmement.

Puisque c'est la première fois que je préside la Conférence et que je prends la parole à cette tribune, j'aimerais dans un premier temps remercier l'Ambassadrice Tehmina Janjua, Représentante permanente du Pakistan, de la manière dont elle a présidé la Conférence. Je tiens aussi à exprimer ma gratitude à Monsieur l'Ambassadeur Steffen Kongstad, Représentant permanent de la Norvège, et à M. Peters Emuze, Chargé d'affaires par intérim du Nigéria, pour le travail accompli au cours de leur présidence respective.

Si vous me le permettez, je souhaiterais commencer ma présidence en partageant quelques idées. Je tiens tout d'abord à vous dire que c'est un grand honneur pour le Pérou, et une grande responsabilité pour moi, de prendre la présidence de la Conférence du désarmement à un moment où l'absence regrettable de progrès sur la voie de l'instauration d'un monde exempt d'armes nucléaires est source de préoccupation. Il est en effet très frustrant de constater qu'après tant d'années, nous n'avons pas été capables de nous mettre au moins d'accord sur un programme de travail. Pour autant, cette situation ne doit pas nous laisser penser que nous avons épuisé toutes les possibilités de réactiver la Conférence et de rétablir sa capacité de négociation. Dans ce contexte, j'assume cette responsabilité et vous prie de redoubler d'efforts pour sortir la Conférence de l'impasse dans laquelle elle se trouve et lui permettre d'entamer les travaux de fond débouchant sur la négociation du désarmement général et complet sous un contrôle international efficace.

L'impasse actuelle n'est pas une fatalité. Nous ne pouvons nier que la Conférence du désarmement, en tant qu'instance de négociation, a grandement contribué à la paix et à la sécurité internationales et que, par le passé, elle a permis que d'importants progrès soient réalisés dans le domaine du désarmement. Toutefois, il est inacceptable que le monde abrite encore près de 16 000 dispositifs nucléaires qui sont source d'inquiétude pour l'humanité. Nous ne pouvons sous-estimer le danger que représentent ces armes pour les droits de l'homme et le droit humanitaire international, ni ne rien faire en attendant que survienne une catastrophe. Le Pérou a toujours milité en faveur de la paix, du désarmement et du renforcement de la sécurité internationale. La preuve en est que nous sommes partie à tous les instruments internationaux relatifs au désarmement et que nous sommes déterminés à respecter nos obligations, avec pour priorité le désarmement nucléaire.

L'élimination totale et complète des armes nucléaires constitue l'objectif suprême que nous devrions tous aspirer à atteindre. Le Gouvernement péruvien est conscient de ce qu'apportent à la paix et à la sécurité internationales le Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (Traité de Tlatelolco) et ses protocoles et est fier de faire partie de la première zone à forte densité de population au monde à être exempte d'armes nucléaires. À cet égard, nous lançons un appel pour que d'autres régions dans le monde suivent cet exemple.

L'évolution des travaux de la Conférence sera nécessairement évaluée dans le cadre de ce processus général, ainsi qu'en tenant compte du fait que de nombreux États, notamment les pays les plus concernés par le désarmement nucléaire, ont encore des perceptions divergentes de la sécurité nationale. Ces concepts et points de vue sensiblement distincts ont évidemment contribué à compliquer considérablement les démarches entreprises pour adopter une conception commune du désarmement nucléaire et de la sécurité internationale, même au sein d'un même groupe régional. Si nous ne parvenons pas à surmonter au cours des dix-huit prochains mois les divergences de conceptions qui entravent l'établissement d'un programme de travail, nous aurons alors perdu une décennie entière de négociations multilatérales sur le désarmement. Fin de citation.

Les paroles que je viens de lire ont été prononcées en 2005 par le Représentant permanent du Pérou de l'époque, l'Ambassadeur Manuel Rodríguez Cuadros, lors de son accession à la présidence de la Conférence. Il avait pertinemment anticipé la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui, puisque, force est de le constater, nous n'avons pas réussi à éviter les écueils de l'époque et qu'aujourd'hui c'est à mon tour de constater que nous sommes parvenus au terme d'une autre décennie de paralysie.

En récapitulant les raisons pour lesquelles il n'a pas été possible de nous entendre sur un programme de travail complet et équilibré, nous devons reconnaître que les positions sont restées inébranlables et qu'elles s'excluent mutuellement. Il n'est pas possible d'interpréter cela autrement que comme une preuve indéniable d'un manque de volonté politique, ce qui a débouché sur l'impasse dans laquelle nous nous trouvons et a empêché la Conférence d'avancer. Nous devons par conséquent comprendre et reconnaître l'interdépendance qui existe entre les différents intérêts nationaux des membres de cette instance en matière de sécurité, de paix et de développement, intérêts divergents qui continuent d'empêcher toute forme de progrès. Il est capital que cette tendance soit inversée et que chaque État membre fasse preuve de flexibilité, ce qui nous permettra de faire face ensemble aux défis complexes qui existent dans le domaine de la sécurité internationale, en adoptant un programme de travail et en amorçant de toute urgence des négociations.

La possibilité de faire la preuve de notre réelle volonté politique de sortir la Conférence de l'impasse dans laquelle elle se trouve et d'envoyer un message positif à la communauté internationale est entre nos mains. Ayant examiné diverses propositions et ayant une connaissance précise des positions de chacun après tant de débats, il nous incombe à tous d'insuffler l'élan politique requis pour aboutir à un résultat concret durant la présente session.

Dans l'exercice de la présidence, j'ai l'intention dans un premier temps de centrer mes efforts sur la tenue d'intenses consultations informelles en vue de débloquer les négociations et d'obtenir un programme de travail. Cet objectif ne semble pas si difficile à atteindre, sachant que de récents éléments donnent à penser que les propositions reçues cette année pourraient servir de base à l'élaboration d'un texte dont le contenu serait acceptable pour l'ensemble des membres de cette instance. De plus, je suis convaincu qu'il faut éviter d'utiliser le temps dont nous disposons pendant les séances plénières pour réaffirmer des positions qui sont déjà connues, et dont le rappel a pour effet pervers de durcir ces positions et de les rendre plus marquées, alors que ce dont nous avons besoin maintenant c'est d'une plus grande flexibilité.

Je tiendrai les membres de cette instance constamment informés des éléments nouveaux qui pourraient surgir lors des consultations informelles. En l'état actuel des choses, et en attendant que des progrès soient accomplis dans le cadre de ces consultations informelles – qui est le cadre dans lequel il sera débattu du programme de travail au début de ma présidence – il peut être fait un meilleur usage du temps de réunion en plénière. J'ai donc l'intention de convoquer une séance plénière mardi prochain au cours de laquelle les délégations qui souhaitent s'exprimer sur des questions autres que le programme de travail auront la possibilité de le faire.

Je reste à la disposition de l'ensemble des membres de la Conférence afin qu'ils puissent directement me faire part de leurs propositions quant à la manière d'utiliser le temps des séances plénières pour aborder d'autres points que le programme de travail.

Je vous remercie de votre attention et du soutien que, j'en suis convaincu, vous m'apporterez tout au long de mon mandat.

Je vais maintenant donner la parole aux délégations qui souhaitent faire une déclaration. Je donne la parole à l'Argentine.

**M. Cima** (Argentine) (*parle en espagnol*) : Monsieur le Président, je souhaiterais remercier le Pakistan des efforts acharnés qu'il a déployés en vue de parvenir à un consensus sur un programme de travail pour la Conférence du désarmement. Je suis certain que ces efforts se poursuivront sous la présidence de l'Ambassadeur du Pérou, que nous félicitons et assurons du plein appui de la République argentine. Nous sommes convaincus que son dynamisme et son expérience en feront un excellent président, ce qui est de bon augure pour l'avancée des travaux de la Conférence.

Puisque c'est la première fois que je prends la parole en tant que Représentant permanent de l'Argentine à la Conférence depuis que j'ai eu l'honneur d'accéder à cette fonction, permettez-moi de réaffirmer certains des engagements que mon pays a pris dans le domaine du désarmement.

La République argentine participe aux travaux de la Conférence, étant entendu qu'il s'agit de l'unique instance multilatérale de négociation dans le domaine du désarmement nucléaire. Mon pays est convaincu que nous devons réactiver la Conférence pour qu'elle s'acquitte à nouveau de son mandat de négociation d'instruments multilatéraux dans le domaine du désarmement nucléaire.

L'Argentine est ouverte au débat et est disposée à collaborer avec souplesse mais pragmatisme à la mise au point de propositions nouvelles. Nous devons éviter que la Conférence soit marginalisée. Le Gouvernement argentin est aussi convaincu que l'élimination totale et complète des armes nucléaires est la seule garantie contre l'utilisation ou la menace de l'utilisation de telles armes et leurs conséquences irréparables sur le plan humanitaire. Telle est la raison pour laquelle l'Argentine soutiendra tout processus de négociation multilatérale permettant de conduire à l'élimination complète des armes nucléaires de manière irréversible, vérifiable et transparente.

Nous saluons les travaux menés dans le cadre du Groupe de travail à composition non limitée qui a été créé en application de la résolution 70/33 de l'Assemblée générale et a été chargé de recenser les mesures efficaces et concrètes nécessaires à l'instauration d'un monde exempt d'armes nucléaires.

Les débats ouverts et sans exclusive menés dans ce contexte progressent avec une vigueur renouvelée et sur la base d'un consensus, grâce à la volonté dont font preuve les États qui y participent et du fait de la nécessité de répondre à l'absence de progrès obtenus dans le cadre de la Conférence.

Le Gouvernement argentin a activement participé aux travaux de ce groupe de travail et a contribué à élaborer deux documents de travail : une proposition de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC) sur les mesures juridiques efficaces pour un monde exempt d'armes nucléaires et un document de travail portant sur la question du désarmement nucléaire et contenant des recommandations émanant de pays faisant partie de zones exemptes d'armes nucléaires.

L'Argentine soutient également le processus en cours visant à débattre des incidences humanitaires des armes nucléaires et, à l'échelle régionale, elle a manifesté son intérêt pour d'éventuelles négociations relatives à un instrument multilatéral juridiquement contraignant d'interdiction des armes nucléaires, reposant sur les débats menés dans le cadre de la CELAC et les positions exprimées par les participants.

Enfin, Monsieur le Président, nous vous souhaitons plein succès dans l'exercice de vos fonctions à la tête de la Conférence et vous assurons une fois encore du soutien et de la coopération indéfectibles de l'Argentine dans la poursuite de vos objectifs.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je vous remercie, Monsieur l'Ambassadeur, de votre déclaration et de vos aimables paroles. En fait, nous avons par inadvertance bouleversé la façon habituelle de procéder, car j'aurais tout d'abord dû souhaiter la bienvenue à Monsieur l'Ambassadeur Marcelo Cima, qui participe aujourd'hui à nos travaux en sa qualité de Représentant permanent de l'Argentine auprès des organisations internationales et de cette Conférence.

C'est toujours un plaisir d'accueillir un nouveau collègue, car il peut être porteur de nouvelles idées, ce qui est toujours appréciable. Sur un plan plus personnel, j'aimerais ajouter que je suis particulièrement ravi que la Conférence accueille quelqu'un qui n'est pas seulement un collègue, mais aussi un ami. Je tiens également à exprimer la gratitude de l'ensemble des membres de la Conférence à la délégation du Brésil et à Monsieur l'Ambassadeur Pedro Motta Pinto Coelho, qui nous a informés du fait que son mandat touche à sa fin. Je prie mes collègues de la délégation brésilienne de bien vouloir lui transmettre les salutations des membres de la Conférence, de lui faire part de notre reconnaissance et de lui adresser tous nos vœux pour ses futurs projets.

Une autre délégation souhaite-t-elle faire une déclaration ? Cela ne semble pas être le cas. Je vous remercie de votre attention.

Comme je l'ai mentionné, je vais poursuivre dès cet après-midi les consultations que j'ai déjà engagées avec certains d'entre vous. La prochaine séance plénière aura lieu le mardi 7 juin, à 10 heures, et j'espère que j'aurai quelques éléments positifs à vous communiquer d'ici-là.

Je donne la parole à la Représentante du Venezuela.

**M<sup>me</sup> Sánchez** (République bolivarienne du Venezuela) (*parle en espagnol*) : Monsieur le Président, nous tenons à vous féliciter de votre accession à la présidence de cette instance. La délégation vénézuélienne saisit cette occasion pour vous assurer de son soutien et de sa coopération dans tous les travaux que vous entreprendrez au cours de ces prochaines semaines. Nous exprimons à nouveau notre gratitude aux précédents Présidents pour les efforts qu'ils ont déployés en vue de parvenir à un consensus sur la manière de faire avancer les travaux de fond de la Conférence du désarmement. Nous devons tous nous engager en faveur de cet effort commun. Nous nous félicitons de l'initiative prise de consulter les États membres afin de trouver des moyens de sortir de l'impasse dans laquelle la Conférence se trouve actuellement et d'adopter un programme de travail global et équilibré pour la session de 2016.

Le Venezuela attache la plus haute importance aux travaux de la Conférence en tant qu'unique instance multilatérale de négociation visant à aboutir à des accords dans le domaine du désarmement. On compte parmi les réalisations historiques de cette instance la négociation de la Convention sur les armes biologiques, de la Convention sur les armes chimiques et du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Si nous tirons pleinement parti de son potentiel, la Conférence pourrait continuer de fonctionner comme un mécanisme indispensable à la communauté internationale, pouvant contribuer à la paix et à la sécurité internationales.

Ma délégation souhaite participer à toute action visant à relancer les travaux de la Conférence et, par conséquent, à lui faire retrouver son dynamisme. Cela nous permettrait d'en préserver l'intégrité, la crédibilité et la pertinence face aux réalités du monde actuel.

Après de nombreuses années de paralysie, nous sommes saisis de quatre propositions de programme de travail. Nous prenons note des propositions soumises pour cette année et remercions les délégations de leurs efforts. En ce qui concerne la proposition de la Fédération de Russie, nous estimons qu'elle a le mérite d'aborder un sujet très important et nous remercions la délégation russe d'avoir porté cette question à notre attention pour souligner son caractère d'urgence. Ma délégation se félicite de cette proposition car elle montre la ferme détermination de la Fédération de Russie à préserver la paix et la sécurité internationales. Le Venezuela réaffirme avec force sa détermination à lutter contre le terrorisme sous toutes ses formes et manifestations, et déplore les actes de terrorisme qui frappent différentes régions dans le monde et mettent en péril la paix et la sécurité internationales. Le terrorisme chimique et biologique ne connaît pas de frontière, il menace tous les États et est source d'inquiétude pour la communauté internationale dans son ensemble. Compte tenu de sa gravité et des risques que cette question représente pour la sécurité, il convient de l'examiner avec la plus grande attention. Nous avons écouté attentivement la déclaration que l'Ambassadeur Uliyanov a faite à la séance plénière du 17 mai et nous remercions la délégation russe des explications fournies et du document qui a été distribué à cette occasion, dans lequel figure un projet de décision de la Conférence du désarmement portant adoption d'un programme de travail pour la session de 2016. Nous partageons l'opinion exprimée, entre autres, par les délégations de la Chine et de Cuba, selon laquelle la Conférence devrait examiner, dans un esprit constructif, l'initiative de la Fédération de Russie relative à une convention internationale pour la répression des actes de terrorisme chimique et biologique.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je remercie la Représentante du Venezuela de sa déclaration. La délégation nigériane a demandé la parole.

**M. Gbemudu** (Nigéria) (*parle en anglais*) : Le Nigéria vous félicite, Monsieur le Président, de votre accession à cette fonction importante de Président de la Conférence du désarmement. Nous vous remercions de votre déclaration encourageante et exhortons tous les États à vous aider à faire avancer les travaux de la Conférence. Nous remercions le Pakistan des efforts déployés ces dernières semaines et sommes convaincus que la lumière

est au bout du tunnel. Nous encourageons toutes les délégations à réaffirmer leur attachement au mandat de la Conférence en tant qu'unique instance de négociation dans le domaine du désarmement nucléaire. Soyez assuré, Monsieur le Président, du soutien sans faille du Nigéria dans l'exercice de votre mandat ces prochaines semaines.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je remercie le Représentant du Nigéria de sa déclaration et de ses aimables paroles.

Puisqu'il n'y a pas d'autres déclarations, cela met un terme à nos travaux pour ce matin. Je vous rappelle que la prochaine séance plénière de la Conférence aura lieu le mardi 7 juin, à 10 heures. La séance est levée.

*La séance est levée à 10 h 30.*